



Ludo De Witte

L'ASSASSINAT DE LUMUMBA

Les Africains

KARTHALA

La nuit est froide, ce dix-sept janvier 1961, au Katanga. La riche province du cuivre, peu après l'indépendance du Congo, a fait sécession avec l'aide de la Belgique. Dans la savane boisée, un endroit ouvert est illuminé par les phares des voitures de police. Un commissaire de police belge prend Lumumba par le bras et le mène jusque devant le grand arbre. L'ex-Premier ministre congolais marche avec difficulté : pendant des heures, il a été gravement maltraité. Un peloton d'exécution, fort de quatre hommes armés de stenguns-Vigneron et de fusils-FAL, se tient en attente, alors qu'une vingtaine de soldats, de policiers, d'officiers belges et de ministres katangais regardent en silence. Un capitaine belge donne l'ordre de tirer et une salve énorme fauche Lumumba.

Ce livre révèle qui a assassiné Patrice Lumumba, les raisons de ce meurtre et comment il a été perpétré. L'histoire de cet assassinat annoncé est écrite par le gouvernement belge de Gaston Eyskens et exécutée par des officiers et diplomates belges, avec l'aide de leurs complices congolais. Bruxelles, tout comme Washington et les dirigeants des Nations unies, étaient d'avis que la liquidation de Lumumba était indispensable pour sauvegarder les intérêts des trusts qui exploitaient la colonie comme leur pays conquis. Cinq ans et des dizaines de milliers de morts plus tard, la quête occidentale d'un régime néocolonial stable est parachevée par le second coup d'État de Mobutu.

Le. A. f. i. q. u. e.

Collection dirigée par Jean-François BAYART

L'ASSASSINAT DE LUMUMBA

Ludo De Witte (1956) est sociologue et auteur de *Crisis in Kongo* (1996). Il a effectué des recherches très poussées dans les Archives des Nations unies (New York) et les Archives du ministère des Affaires étrangères (Bruxelles). *L'assassinat de Lumumba* est l'aboutissement d'une étude approfondie sur les commanditaires du crime, basée sur des documents uniques et des témoignages des protagonistes de ce drame.

KARTHALA sur internet : <http://www.karthala.com>

Avec le soutien du



www.centrenationaldulivre.fr

Couverture : Photo : tous droits réservés.

© Éditions KARTHALA, 2000
ISBN : 978-2-8111-3395-5

Ludo De Witte

L'assassinat de Lumumba

Troisième édition

**Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS**

Cet ouvrage a d'abord été publié en néerlandais sous le titre *De Moord op Lumumba*, éditions Uitgeverij van Halewyck, Louvain, 1999.

« Les dieux ne sont pas surpuissants, ils ne peuvent effacer le passé »

Agathon.

« Comment imaginer que, comme ça, un casque peint en bleu suffise à liquider les complexes des officiers conservateurs de Suède, ou du Canada ou de Grande-Bretagne ? Comment supposer qu'un brassard bleu vaccine contre le racisme et le paternalisme des gens qui n'ont de l'Afrique que des visions de chasses aux lions et de marchés d'esclaves, de conquête coloniale, des gens dont l'histoire de la civilisation est bâtie sur la possession des colonies ? Comment ne comprendraient-ils pas les Belges ? Ils ont le même passé qu'eux, la même histoire, les mêmes goûts pour nos richesses »

Patrice Lumumba.

Remerciements

J'aimerais exprimer ma reconnaissance à tous ceux qui m'ont aidé à la rédaction de ce livre : Marilla B. Guptil (Archives des Nations unies, New York) ; les professeurs François Houtart (Louvain-la-Neuve), Benoît Verhaegen (Kinshasa) et Herbert Weiss (New York) ; les responsables de l'Institut Africain (ASDOC / CEDAF, Bruxelles) ; les déposants des Archives A.E. De Schryver ; Bert Govaerts (VRT, télévision flamande), que j'ai conseillé dans le cadre de la réalisation de son documentaire sur l'assassinat de Lumumba ; Angèle Vandewalle-Saive, déposant des archives du colonel Frédéric Vandewalle ; le personnel de la bibliothèque Albertine (Bruxelles) et de la bibliothèque centrale de l'université de Louvain ; l'avocat Jules Raskin, qui m'a remis sa correspondance avec Lumumba ; Patricia Van Schuylenbergh du Musée Royal de l'Afrique centrale ; les responsables du Département Archives de la Fondation Joseph Jacquemotte (Bruxelles) ; Jacques Brassinne, qui m'a permis de lire sa thèse de doctorat sur l'assassinat de Lumumba ; et Françoise Peemans et Claudine Dekais du Service des Archives du ministère des Affaires étrangères (Bruxelles).

Albert de Coninck, le père sjc Jacques Steffen et le professeur Benoît Verhaegen m'ont fait part de leurs souvenirs. Ils furent ou témoin ou participant à ces événements historiques. A deux reprises, Jules Gérard-Libois (président-fondateur du CRISP, Centre de recherche et d'information socio-politiques) m'a consacré de son temps pour un échange d'idées fort intéressant sur le sujet. Erik Kennes (Institut Africain) et Jean Van Lierde m'ont

procuré des documents et donné des informations spécifiques ou des indications en vue de recherches futures.

Enfin, plusieurs personnes m'ont aidé au stade final de ce livre : le professeur Jan Blommaert (Gand), Bert Govaerts (VRT), Walter Roelants, Jacqueline Dever, Geert Seynaeve, le professeur Benoît Verhaegen (Kinshasa) et Eric Wils. Mputu Tshimanga Chantal, Olela Odimba Raphaël, Daouda Sanon, Tshimanga Ilunga Jean et Jean Van Lierde m'ont fait part de leurs réflexions sur la version en langue française. Plusieurs personnes ont fait l'impossible afin de mettre à la disposition des Congolais et des Africains en premier lieu l'accès à l'histoire décrite dans ces pages. Ils ont réalisé une traduction qui fut une course contre la montre : Michel Yves, Eric Wils et surtout Jacqueline Dever, qui a fait la plus grande part de la traduction et la révision finale du texte ; Anne Kraft a assuré une dernière lecture pour les éditions Karthala. Quoique j'assume entièrement la responsabilité de mes écrits, les précieux commentaires de ces personnes ont apporté une plus-value importante à la rédaction finale de cet ouvrage.

Introduction à l'édition française

Depuis la publication du livre en néerlandais, à la fin septembre 1999, l'opinion publique a pu faire connaissance avec plusieurs acteurs et témoins belges de ce drame. Dans un documentaire télévisé, Jacques Bartelous, Jacques Brassinne, Jean Cordy, Louis Marlière, Gerard Soete et Armand Verdickt ont parlé. Certains d'entre eux ont concédé une interview à la radio ou à la télévision et ont fait des déclarations dans la presse écrite. Ces témoignages confirment directement ou indirectement les thèses centrales de ce livre qui, mises à part quelques petites adaptations, reproduit le texte original.

Les interviews avec l'ancien commissaire de police Gerard Soete ont soulevé des vagues. Soete, qui a fait disparaître les corps de Lumumba, Mpolo et Okito, a montré aux journalistes deux dents de Patrice Lumumba et une balle en provenance de son crâne. Plus tard, il a déclaré les avoir jetées dans la mer du Nord. Ailleurs il dit que « peut-être » il a conservé une phalange de l'ex-Premier ministre. La citation de son livre contant ses exploits au Katanga, au début de 1961, est reprise dans le chapitre 6 sous le titre « Jusqu'au bas-fond de l'enfer » et doit donc être lue comme un témoignage authentique.

La « confession » la plus intéressante vient cependant du lieutenant-colonel honoraire Louis Marlière, un personnage clé et témoin privilégié de l'assassinat politique qu'on peut qualifier d'un des plus importants de ce siècle. J'écris au chapitre 3 :

« Le 6 octobre, le major Loos, conseiller militaire [du ministre belge] d'Aspremont Lynden, quitte Bruxelles pour une brève mission à Pointe-Noire. A l'ordre du jour figurent des contacts discrets avec le colonel Marlière, qui est en pleine préparation de l'opération Barracuda [le nom de code de l'action belge d'élimination de Lumumba]. On peut deviner l'objet des entretiens : le jour même où Loos part vers l'Afrique, d'Aspremont Lynden met dans son télégramme à Mistebel l'élimination définitive de Lumumba à l'ordre du jour ».

Ces derniers temps, plusieurs défenseurs de la politique belge de l'époque ont souligné qu'avec le mot « élimination » il ne fallait en aucun cas comprendre l'élimination physique de Lumumba, mais uniquement son élimination politique. Les aveux récents de Marlière confirment pourtant ma thèse selon laquelle Bruxelles voulait liquider physiquement Patrice Lumumba. Confronté aux documents des archives des Affaires étrangères, le colonel Marlière a reconnu que le major Loos, bras droit du ministre des Affaires africaines, lui avait proposé à l'époque « un tueur de crocodiles pour descendre Lumumba »¹...

Le parlement belge se prononcera bientôt à propos de la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur la responsabilité de la Belgique dans l'assassinat de Patrice Lumumba. Jusque aujourd'hui, trop d'archives sont restées fermées, et trop de personnes impliquées sont restées silencieuses. Si la commission d'enquête parvient à ouvrir des portes d'archives et interroge des personnes sous serment, je ne doute pas que de nouvelles révélations verront le jour concernant le martyr du Premier ministre congolais, dont le destin fut scellé par le message 64 du 16 janvier 1961 du ministre belge d'Aspremont Lynden, dans lequel il ordonne le transfert de Lumumba au Katanga. Faut-il ajouter que des forces influentes ont tout avantage à ne pas en arriver là² ?

20 décembre 1999

-
1. Documentaire de télévision de B. Govaerts et K. Schoetens sur Patrice Lumumba (VRT-Canvas, 21 et 28/10/99), interviews de G. Soete, dans *Humo*, 5/10/99, et *Het Belang van Limburg*, 29/10/99; I. Marlière, interviewé par VRT-Canvas, émission « TerZake » du 15/12/99, et cité par *Le Vif - L'Express*, 17/12/99.
 2. « Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée de déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci », 9/12/99, DOC 50 03 12/001, Chambre des représentants, Bruxelles; message 64, dans le sous-chapitre « Le ministre d'Aspremont Lynden ordonne le transfert au Katanga » de ce livre

Introduction

Peu d'événements appartenant à l'histoire récente ont servi de cible à une campagne de désinformation aussi acharnée que la guerre menée par l'*establishment* belge contre le premier gouvernement congolais de Patrice Lumumba. Les interventions étrangères ont débuté peu après l'indépendance de la colonie belge, survenue, elle, le 30 juin 1960 ; ce sont d'abord les soldats belges qui ont débarqué au Congo, puis les casques bleus. Bruxelles et les autres puissances occidentales opérant sous la couverture des Nations unies voulaient à tout prix renverser le gouvernement nationaliste de Lumumba et installer un régime néocolonial, plaçant ainsi le pays à la merci des trusts et des holdings, qui, depuis des décennies déjà, le dominaient. Très vite, l'Occident obtint ses premiers succès : en septembre 1960, le gouvernement congolais et le parlement qui avaient confiance en Lumumba, ont été mis à l'écart par le colonel Mobutu. Cette guerre contre les nationalistes congolais a connu son apogée provisoire lorsque, le 17 janvier 1961, Lumumba et deux de ses collaborateurs les plus proches étaient assassinés au Katanga, tenu alors debout par des militaires et fonctionnaires belges.

Durant près de quarante ans, ces pages noires seront gardées sous silence, hors de la portée des livres d'histoire. Sous peine de perdre prestige, crédits et autres facilités, personne n'a osé se lancer dans une analyse sérieuse et décrire la crise congolaise telle qu'elle s'est vraiment déroulée. Aucun politicien n'a pris l'initiative de soumettre les archives du ministère des Affaires étrangères à une inspection soigneuse, ni consacré un débat ou une enquête

parlementaire à ce sujet. Au contraire : une fois le gouvernement Lumumba éliminé, on a essayé d'arracher aux Africains l'histoire même de ce renversement. Et l'on ne s'est pas contenté d'éliminer physiquement Lumumba : on a voulu empêcher que sa vie et son travail deviennent une source d'inspiration pour les peuples africains ; on a voulu effacer à tout prix son projet nationaliste visant à mettre en place un État-nation unifié et une économie servant les besoins du peuple. Pour que jamais plus ne renaisse un nouveau Lumumba, il fallait à tout prix que ses idées et sa lutte contre la domination coloniale et néocoloniale soient effacées de la mémoire collective.

Ce qui vaut pour la déstabilisation et le renversement du gouvernement congolais, vaut *a fortiori* pour ce que fut le couronnement de cette œuvre de destruction : l'assassinat de l'ex-Premier ministre congolais. A peine le corps de Lumumba était-il refroidi que *La Libre Belgique*, quotidien bruxellois et porte-parole de l'ex-colonisateur, se tirait d'affaires en décrivant le meurtre comme survenu du fait de l'immaturité politique des Congolais : « Ce qui survient démontre, hélas ! qu'en Afrique et dans certains pays ayant connu une évolution comparable, l'accession à la démocratie demeure une affaire de meurtres »¹. Quelques nuances mises à part, on retrouve encore aujourd'hui la même thèse. L'assassinat est dépeint comme une affaire de Congolais, un compte réglé « entre Bantous », avec lequel l'Occident n'a rien à voir.

Avec ce livre, j'ai l'intention de bousculer cette thèse. Dans *Crisis in Kongo* (1996) (Crise au Congo), je raconte l'histoire du renversement de Lumumba à partir des grands acteurs internationaux qui sont, à l'origine, les moteurs de l'intervention au Congo : le gouvernement Eyskens, les présidents des États-Unis Eisenhower et Kennedy et la direction des Nations unies autour de Hammarskjöld. *Crisis in Kongo* se base essentiellement sur l'étude des Archives des Nations unies (New York) concernant l'intervention des Nations unies au Congo (1960-1964). Il en découle clairement que les dirigeants des Nations unies ont soutenu la guerre des pays occidentaux contre le gouvernement Lumumba et que, à certains moments, les Nations unies se sont sciemment

1. *La Libre Belgique*, 14/2/1961.

converties en instrument d'ingérence occidentale. Les conclusions de *Crisis in Kongo* sont amplement reprises dans *L'assassinat de Lumumba*. Toutefois, je ne me contente pas de présenter une simple analyse des stratégies occidentales et des déploiements de troupes, des intrigues diplomatiques, des visites d'État et de la rhétorique des médias de l'époque. Je me concentre également sur les derniers jours et les dernières heures de Patrice Lumumba, sur la souffrance du prisonnier le plus connu du monde d'alors.

L'assassinat de Lumumba contient donc un second récit qui forme, d'une certaine manière, le complément de l'histoire évoquée dans *Crisis in Kongo*. L'histoire géopolitique, conçue dans les salons occidentaux, devient tangible, palpable en chair et en os. La violation de la démocratie congolaise prend forme avec la mise en prison de Lumumba ; la complicité des Nations unies est démontrée par l'aide apportée aux soldats de Mobutu pour capturer Lumumba ; l'attentat belge contre la souveraineté congolaise devient clair avec le complot Barracuda et l'action des officiers blancs au Katanga. Enfin, l'assassinat de Lumumba ne constitue-t-il pas la traduction pure et simple de l'essence même de la crise congolaise ? Crise qui, comme l'exprimait Antoine Gizenga, compagnon de Lumumba, était en substance une reconquête coloniale².

Pour ce faire, je fais surtout appel aux Archives du ministère des Affaires étrangères et à la thèse de doctorat non publiée que Jacques Brassinne a soutenue en 1991 à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Le travail de Brassinne constitue un document vaste et détaillé sur le meurtre ; il relate de nombreux faits inconnus et contient des témoignages remarquables. Mais en même temps, il loue l'action belge de l'époque. Cette thèse représente la tentative la plus sophistiquée qui soit, visant à imputer l'assassinat de Lumumba à un conflit congolais purement interne. Un seul spécialiste, le professeur Benoît Verhaegen, s'est donné la peine de critiquer sérieusement cette thèse ainsi que l'ouvrage de vulgarisation, intitulé *Qui a tué Patrice Lumumba ?*,

2. A. Gizenga, déclaration du 15/5/61, dans J. Ceulemans. *A. Gizenga*, p. 19.

que Jacques Brassinne et Jean Kestergat ont publié³. Voilà pourquoi je débute mon livre par l'analyse de ce doctorat. Une fois les prémisses mises au clair et leur caractère non scientifique établi, le véritable travail peut commencer : une reconstruction des événements à partir des faits et des témoignages rassemblés.

Tout d'abord, le lecteur devra se libérer d'un bon nombre d'affirmations canonisées sur le sujet. Selon la plupart des études menées sur la crise congolaise, Lumumba aurait été assassiné par des Congolais. Quelques versions sophistiquées évoquent une aide de la CIA. C'est ainsi que Manu Ruys, commentateur politique belge très influent, soutient dans son livre *Achter de maskerade* (1996) (Derrière la mascarade) que la CIA a patronné la liquidation de Lumumba. Dans son commentaire sur *Crisis in Kongo*, l'homme qui prétend vouloir dévoiler la mascarade des hommes de pouvoir, alors qu'il a été leur costumier pendant des décennies, maintient cette position sans pour autant l'étayer par la moindre preuve⁴.

Cette conception des choses n'est rien d'autre qu'un mythe récalcitrant. Il s'agit d'une action claire et nette conçue par ceux qui veulent mettre Bruxelles à l'abri de toute implication ou alors d'une interprétation *a posteriori* prônée par quelques âmes bien pensantes, désorientées par le soutien que les États-Unis avaient accordé à Mobutu et à sa Deuxième République (1965-1990), et par le rapport Church publié par la commission du Sénat des États-Unis (1975) sur l'implication de Washington dans les opérations meurtrières contre Rafael Trujillo, Ngo Dinh Diem, Fidel Castro et Patrice Lumumba. En réalité, la CIA avait déjà renoncé à son action contre Lumumba depuis le début de décembre 1960. Ce sont bien des conseils belges, des directives belges et finalement des mains belges qui ont tué Lumumba ce 17 janvier 1961. Les assassinats politiques ne sont pas uniquement le privilège des gouvernements nord-américain, français ou britannique : le gouvernement belge de Gaston Eyskens est directement responsable de l'assassinat du Premier ministre congolais.

3. B. Verhaegen. « Livres : Qui a tué Patrice Lumumba ? », *Cahiers Marxistes*, mars-avril 1993, pp. 153-158.

4. M. Ruys, *Achter de maskerade*, p. 122 ; M. Ruys, « Leren uit de Afrikaanse crisis », *De Standaard*, 11/10/1996.

Peut-on dire que *L'assassinat de Lumumba* est un livre engagé ? Il n'est nullement exclu que le lecteur soit pris d'un sentiment d'irritation voire de colère à la lecture de cet ouvrage, surtout si l'on tient compte du fait que la victime de ce crime était non seulement un Premier ministre légalement élu, mais également le dirigeant d'un mouvement nationaliste embryonnaire, qui, en cas de victoire sur l'Occident, aurait pu influencer positivement le cours de l'histoire en Afrique. La carrière politique de Lumumba, qui fut courte et fulgurante, a inspiré bon nombre d'écrivains politiques : ils l'ont appelé « un météore au firmament africain », selon les paroles de Jean-Paul Sartre. Mais Lumumba a-t-il disparu aussi vite qu'il est apparu ? Et a-t-il seulement disparu ? En politique, le facteur temps prend d'autres significations. Pour beaucoup d'Africains, la figure de Lumumba demeure une source vive d'inspiration politique : en effet, la tâche à laquelle Lumumba se voyait confronté il y a quarante ans reste encore à accomplir aujourd'hui dans les grandes lignes.

Ce livre peut être vu comme le pendant de la thèse de doctorat de Brassinne. En organisant la défense publique de cette thèse, les professeurs de l'ULB ont tenu un procès imaginaire où Brassinne était invité par les assassins de Lumumba à jouer le rôle d'avocat à décharge. Ce livre peut donc être lu comme le réquisitoire d'un procureur dans un procès d'assises qui, faits, documents et témoignages à l'appui, veut convaincre les jurés de sa position. L'assassinat de Patrice Lumumba n'est donc pas un « faction thriller ». Les machinations émanant des protagonistes de Bruxelles sont reconstruites aussi objectivement et consciencieusement que possible. Je n'ai nullement l'intention de brosser une image en noir et blanc des acteurs principaux de ce drame : les « mauvais » tueurs (Bruxelles et ses collaborateurs) d'une part, et la « bonne » victime (Patrice Lumumba) de l'autre. Il est évident que ce que je nomme « Bruxelles », terme désignant la classe dirigeante belge (avec, pour centre nerveux, le gouvernement belge, la Société Générale et la cour) ne peut être défini comme un bloc monolithique. A l'intérieur de ce réseau, entre jonctions et ramifications, des frictions et des tensions se sont produites. En outre, tout le monde n'était pas toujours d'accord pour employer « la manière forte » face à Lumumba, pour reprendre l'euphémisme utilisé par

Jacques Brassinne. De son côté, Lumumba n'était pas un saint, mais un être humain. Il a certainement commis des fautes politiques, ce qui vaut également pour ses collaborateurs et ses partisans. Mais en fin de compte, c'est le Premier ministre légalement élu et désigné du Congo qui a bel et bien été assassiné avec l'appui de Bruxelles et de ses tentacules. Ce livre se concentre sur cette sale histoire *belge*, sur le processus même par lequel Bruxelles et sa machinerie opérant en Afrique en sont finalement arrivés à prendre cette décision risquée, lourde de conséquences, qui était d'assassiner Lumumba. Le lecteur trouvera une première tentative d'analyse de la vie et de l'œuvre de Lumumba dans le sous-chapitre : « Le nationalisme de Lumumba : une évaluation provisoire ».

Finalement, ce drame signifie bien plus qu'une vieille histoire morte et oubliée. C'est un exemple ahurissant de ce dont les classes dominantes occidentales sont capables dès qu'elles se sentent touchées dans leurs intérêts fondamentaux. Un assassinat devient alors un moyen pratique, une solution possible. Le meurtre de Lumumba, de Rosa Luxembourg, de Félix Moumié et de Malcolm X, tout comme les massacres de Guernica, de Buchenwald, de Dresden, d'Hiroshima ou de My Lai, sont les expressions d'un système qui font de l'homme un loup pour l'homme. C'est ainsi que Bertolt Brecht, dans sa fameuse pièce de théâtre *Opéra de quat'sous*, fait dire à Macheath, actif dans les affaires bancaires : « Que représente une fausse clef comparée à une action ? Que signifie le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? Que veut dire, mon cher Grooch, l'assassinat d'un homme comparé à son embauche ? ».

L'enquête sur l'assassinat est tout aussi actuelle vue sous un autre angle. Ce meurtre a eu ses effets sur l'évolution du continent noir au cours de ces dernières décennies. Le renversement du premier gouvernement congolais, la liquidation de Lumumba, la répression sanglante de la résistance populaire contre les régimes néocoloniaux de Kasa Vubu, Mobutu et Tshombe et enfin la mise en place de la Deuxième République dans ce pays immense et stratégique : tous ces événements ont eu une répercussion sur l'ensemble du continent et ont eu des conséquences désastreuses dans toute l'Afrique. Lumumba et le gouvernement congolais sont

apparus au moment où la révolution anticoloniale était à son apogée sur le plan mondial. Lumumba fut le produit de ces relations de pouvoir favorables, mais en même temps sa chute fut l'expression de la contre-offensive néocoloniale, qui regagnait déjà du terrain. Ce succès néocolonial au Congo annonçait le reflux continental du mouvement anticolonial. Ce revirement devint clair avec le succès remporté par le Portugal qui parvint à retarder la décolonisation de ses territoires d'outre-mer ; avec la neutralisation temporaire du mouvement antiapartheid en Afrique du Sud ; avec le délai qu'obtint le régime « settler » de Ian Smith en Rhodésie ; et enfin, avec le renversement du régime de Ben Bella en Algérie en 1965. Si l'Afrique avait la forme d'un revolver dont le Congo était la gâchette, pour reprendre l'expression de Frantz Fanon, l'assassinat de Lumumba et de dizaines de milliers d'autres nationalistes congolais, pendant la période 1960-1965, aura été le spasme ultime de l'Occident détruisant le développement indépendant et authentique du continent.

Mais ce récit n'est pas fait uniquement de tristesse, de trahison, de défaites et de mort. L'attitude courageuse de l'acteur principal, fidèle à ses principes, malgré les circonstances de plus en plus difficiles dans lesquelles il devait opérer, nous éclaire aussi sur les événements actuels. En effet, il existe des pistes menant du leader assassiné jusqu'à Pierre Mulele et à ses rebelles, qui, en 1964, ont déclenché une rébellion contre le régime néocolonial de Léopoldville. Au début des années 60, le jeune nationaliste Laurent-Désiré Kabila est actif dans la lutte contre le pouvoir désastreux que l'Occident voulait installer au Congo. Le même Kabila a joué un rôle clef dans la chute du dictateur Mobutu, en mai 1997. Et quoique la souveraineté congolaise ait été fortement lésée ces dernières années, la conjoncture actuelle au Congo offre l'opportunité de reconquérir le passé et ce faisant lui donner une forme contemporaine à partir d'un projet authentiquement nationaliste.

Le poids écrasant de la dictature a été secoué. Le moment est en effet venu de reprendre les idées que Lumumba a essayé d'incarner avant d'être écarté de l'histoire et des livres d'histoire. Si cet ouvrage pouvait concourir à garder la mémoire de Lumumba vivante dans la conscience collective et aider toutes celles et tous

ceux qui se battent pour un monde plus juste et pour l'émancipation de l'Afrique, j'aurais amplement obtenu gain de cause.

Prologue

L'étouffement de l'assassinat, une opération universitaire

Le 15 février 1991, Jacques Brassinne soutient avec succès sa thèse de doctorat à la faculté des sciences politiques et sociales de l'ULB. La thèse qui a pour titre *Enquête sur la mort de Patrice Lumumba* est l'essai le plus récent et le mieux réussi de toute une série visant à attribuer l'assassinat de Patrice Lumumba à un conflit interne congolais¹. Quelques jours après la soutenance au campus universitaire, Eric de Bellefroid titrait en grandes lettres dans *La Libre Belgique* : « L'énigme de l'assassinat de Patrice Lumumba est enfin élucidée trente ans plus tard. (...) Jacques Brassinne disculpe la Belgique (...). La responsabilité incombe entièrement aux Autorités katangaises et, dans une moindre mesure, au pouvoir de Léopoldville ». Un sous-titre résume la conclusion : « La Belgique dédouanée ». Autant dire que la Belgique se défait de sa mauvaise réputation. Voulant renforcer cette conclusion politique, le journaliste ajoute que le jury avait

1. J. Brassinne, *Enquête sur la mort de Patrice Lumumba*, Thèse de doctorat en sciences sociales et politiques (ULB), Bruxelles, novembre 1990. Les tomes I et II, 610 pages, forment le corpus du doctorat ; le tome III comprend environ 80 documents, le tome IV une soixantaine de témoignages.

accordé « la plus grande distinction » à la thèse et il déclare que le doctorat « sans contredit, se sera révélé d'une absolue rigueur »².

Ces affirmations prennent une toute autre couleur à la lumière d'une réunion tenue dans un café du boulevard Général Jacques, quelques heures après la soutenance de sa thèse. Afin de partager son succès, Brassinne y avait invité cinq personnes. De qui s'agissait-il ? Qui avait-il réuni pour fêter ce fameux « dédouanement » de la Belgique ? Il y avait tout d'abord, bien sûr, Jacques Brassinne lui-même. Le lauréat est, comme le dit de Bellefroid, « l'éminence grise de divers cabinets politiques, qui vécut de très près l'indépendance du Congo et la sécession du Katanga ». Pour être plus précis : au moment du meurtre de Lumumba, Brassinne opérait comme « chargé de mission » du gouvernement belge au Congo. Il était un des collaborateurs du Bureau-conseil du Katanga, c'est-à-dire du centre du pouvoir belge au Katanga, dont la Belgique avait planifié et maintenu la sécession. A l'époque, il faisait partie de ces Belges fanatiquement « *katangais* » : il était très opposé aux Nations unies et ne se posait pas la question de savoir si le Katanga avait un futur, mais se demandait plutôt, et ce sont là ses propres paroles, « Que peut-on faire pour le Katanga ? »³. Sont également présents : le capitaine-commandant René Smal et le colonel Frédéric Vandewalle, tous deux étant, à l'époque de l'assassinat, des personnages clés dans le Bureau-conseil du Katanga. Enfin, on y trouve le professeur émérite Jean Stengers et sa collègue, le professeur Paule Bouvier. Universitaires respectés et experts notoires en ce qui concerne le Congo, ils faisaient partie du jury ayant donné au travail de Brassinne la caution et le prestige du monde de la recherche⁴.

Aussi bien Brassinne que Vandewalle, et ce dernier est resté aux côtés de Brassinne tout au long de ses recherches, sont, dès le début, des parties prenantes dans l'affaire. Ils ont été les collabo-

-
2. E. de Bellefroid, « Lumumba, maintenant on sait. L'énigme de l'assassinat de Patrice Lumumba est enfin élucidée trente ans plus tard », *La Libre Belgique*, 19/02/1991.
 3. J. Brassinne, dans un discours tenu au Centre Paul Hymans de Bruxelles, le 20/02/1961, in F. Vandewalle, *Mille et quatre jours*, Fasc. n° 4, p. 166.
 4. Sur cette réunion, voir F.V., dans *Bulletin du Craoca*, 2/1991, p. 65. Les autres membres du jury étaient les professeurs Pierre Salmon et Herreweghe ainsi que le sénateur Paul Hatry.

rateurs d'un régime que Brassinne lui-même reconnaît coupable d'assassinat. Tous deux, ce 17 janvier 1961, ont participé à une réunion où ils auraient pu prendre la décision de sauver la vie de Lumumba, s'ils l'avaient voulu.

Les résultats de la recherche, qui reposent essentiellement sur des interviews avec des personnes directement impliquées, sont inévitablement déformés vu le statut ambigu de l'enquêteur lui-même. Les témoins savaient fort bien que Brassinne était impliqué dans l'affaire. Toute révélation, tout aveu pouvait non seulement être utilisé contre le témoin, mais également contre l'enquêteur lui-même... En plus, Brassinne est une personne influente dans les milieux politiques francophones belges. Il a joué un rôle dans le développement des relations belgo-congolaises à l'époque de Mobutu. En 1988, alors qu'il travaille à son doctorat, Brassinne est anobli et fait chevalier par le roi Baudouin. Il a réalisé beaucoup de ses interviews en 1987. A ce moment, il était chef de cabinet du ministre de la Défense, François-Xavier de Donnée. Le simple fait que Brassinne ait réussi, trente ans après une « omerta » plus ou moins respectée, à collecter une soixantaine de témoignages sur l'assassinat, nous montre bien que des motifs impératifs, supra-universitaires, ont amené les témoins à parler. Pourtant, ils ne pouvaient pas s'exprimer librement du fait que leur enquêteur et la classe dirigeante à laquelle celui-ci appartenait étaient impliqués jusqu'au cou dans cette affaire. Ces deux éléments nous permettent de conclure que les règles de l'objectivité, nécessaires pour rassembler des données scientifiques, n'ont pas été respectées.

Mais il y a plus. C'est au comte Harold d'Aspremont Lynden que Brassinne a dédié sa thèse de doctorat. A l'époque, le comte était ministre des Affaires africaines et le chef incontesté des Belges ayant participé aux événements. Selon Brassinne, le comte était « un homme d'État », un homme qui « fit preuve de décision, de fermeté et de loyalisme à l'égard de son pays. Il fit, comme beaucoup d'autres, tout ce qui était en son pouvoir pour sauver l'ex-Congo belge du chaos à l'aube de son indépendance »⁵. Voilà la vision de départ de l'enquêteur sur l'homme qui, avec Gaston Eyskens, Premier ministre, et Wigny, ministre des Affaires

5. J. Brassinne, *Enquête...*, Tome 1, p. 5.

étrangères, porte la responsabilité politique de la part belge du crime ! Après tant d'éloges, est-il encore étonnant que toute analyse objective sur les activités du ministre d'Aspremont Lynden fasse défaut dans son *Enquête sur la mort de Patrice Lumumba* ? L'auteur a fait de son mieux pour tenir le gouvernement belge et ses collaborateurs, aussi bien ceux qui se trouvaient à Léopoldville, capitale congolaise, que ceux se trouvant à Élisabethville, capitale du Katanga en sécession, en dehors du banc des accusés.

Officiellement, au Katanga, le pouvoir se trouvait dans les mains des Africains. En réalité, les Belges tiraient toutes les ficelles. Brassinne n'entreprend aucun effort pour déchiffrer la structure de ce pouvoir. Il peint une image du va-et-vient au Katanga qui ne correspond pas à la réalité. Les officiers et les fonctionnaires belges qui ont gardé le Katanga sécessionniste en vie apparaissent dans cette image comme des conseillers isolés, agissant sans aucune coordination interne, sans vision ni projet, entièrement à la merci des Katangais. Le véritable centre de pouvoir au Katanga, le Bureau-conseil belge du Katanga, est purement et simplement écarté de cette histoire.

Dans ce monde imaginaire ne subsistent que quelques Belges, présentés comme des individus faibles contraints par leurs commanditaires noirs d'assister à leur règlement de compte avec Lumumba. Ainsi le lecteur ne s'aperçoit pas du rôle de Bruxelles ni de ses représentants. Et pour le petit monde belge qui s'acquitte du sale boulot sur place, on invoque la force majeure. C'est pourquoi Brassinne écrit que les Belges ayant assisté à l'exécution de Lumumba étaient des « subalternes disciplinés » du gouvernement katangais. Il conclut : « Ils ne portent aucune responsabilité dans ce qui s'est passé »⁶. Dans le but d'effacer la contribution belge, Brassinne ne procède à aucun examen sur la part des Belges dans les mauvais traitements que Lumumba, Mpolo et Okito ont subi durant les heures précédant leur mort. Lorsque Brassinne interroge Roger Léva, un des gardiens belges des trois dirigeants nationalistes, il veut savoir si les ministres africains ont battu les prisonniers. Mais il omet de demander si les Belges ont fait pareil... Jamais aucun témoin n'est confronté à des témoignages ou des

6. J. Brassinne, *Enquête....* Tome II, p. 597.

informations embarrassantes, comme par exemple au fait « qu'on leur a enfoncé à Lumumba, Mpolo et Okito, des bouts de bois sous les ongles des mains et des pieds » (témoignage de Verscheure)⁷.

Certaines interviews ne sont reprises que partiellement, d'autres n'y figurent pas du tout. Du point de vue scientifique, il s'agit là d'un procédé inacceptable. Comment peut-on expliquer que d'éminents professeurs-académiciens couvrent d'éloges une thèse de doctorat à laquelle manque une partie du matériel de base, sans que soit expliqué pourquoi celui-ci n'a pas été intégré ?

Le couronnement de l'œuvre de Brassinne se trouve dans ce qu'il appelle ses « Conclusions ». Il y traite des responsabilités non pas de « l'assassinat », mais de la « mort » de Lumumba, Mpolo et Okito. Après avoir innocenté les Belges, il plaide en faveur des Katangais en invoquant des circonstances atténuantes. Pour les ministres katangais, il en appelle à la force majeure. Les excellences katangaises, Munongo et dans une moindre mesure Tshombe, sont présentées comme instruments de la « tradition bantoue » menant droit au crime. Brassinne cite dans ce contexte le témoignage suivant : « Les Bantous du Katanga croyaient que si un membre d'une tribu donnée rencontrait un ennemi et que, ayant l'occasion de le tuer, il ne le faisait pas, il tombait en disgrâce aux yeux de ses frères de race »⁸.

La thèse de doctorat de Brassinne, un ouvrage d'environ 1 300 pages, n'était pas destinée à la publication. Quelques mois après la soutenance, une version « populaire » du texte parut sur le marché. Le livre *Qui a tué Patrice Lumumba ?* (1991), de la main de Jacques Brassinne et de Jean Kestergat, devait effacer de la mémoire collective tous les doutes sur la participation belge aux événements. Eric de Bellefroid écrit dans *La Libre Belgique* que le livre est conforme à la vérité historique et rédigé « avec d'innombrables nuances et précautions. Ainsi qu'un luxe de détails qui confine à une précaution d'expert en balistique ». Une fois le livre canonisé, le journaliste prend soin de faire passer le message politique des auteurs au lecteur :

7. J. Brassinne, *Enquête...* Tome IV, témoignage 32.1 de R. Léva ; rapport Verscheure, dans *Ibidem*, Tome III, annexe 31.1.

8. J. Brassinne, *Enquête...*, Tome II, p. 594 ; voir aussi pp. 329, 337.

« Notre pays a été longtemps incriminé dans l'assassinat de Lumumba. La Belgique officielle se trouve à présent disculpée, même si certains conseillers belges ont, à l'évidence, joué dans la pièce. Des militaires surtout qui, en tout cas, ont cette fois les mains définitivement blanchies, ne s'étant guère prêté qu'à un certain soutien logistique et n'ayant en tout cas pas trempé dans l'exécution de Lumumba, encore moins dans la prise de décision »⁹.

En réalité, le livre est plus médiocre encore que la thèse. Ce n'est guère surprenant si l'on considère que Jean Kestergat était un observateur fort engagé de la crise congolaise. A l'époque, il était le reporter-vedette de *La Libre Belgique*, porte-parole des forces qui en voulaient à mort au gouvernement Lumumba. Dans *Qui a tué Patrice Lumumba ?*, la sociologie raciste est poussée à son comble. On y lit que les assassins de Lumumba (évidemment noirs) peuvent invoquer « une certaine légitimité » pour justifier leur crime, en se référant aux « contradictions intérieures qui déchirent l'âme africaine contemporaine ». Ces « contradictions intérieures » reposent sur le fait « que voici cent ans à peine, les tribus africaines étaient encore isolées dans l'immensité des forêts et des savanes ». En 1960, on constate qu'au Congo, « on assiste à une renaissance des sauvageries anciennes » ; que le pays avait été « restitué soudainement à ses âges profonds par la disparition trop soudaine de l'ordre colonial »¹⁰.

Aujourd'hui, presque quarante ans après le crime, je veux situer ces événements dans leur contexte réel. Pour cela, il faut écarter les analyses de la thèse de doctorat de Brassinne. En même temps, je puiserai dans le trésor que constituent les annexes de cette thèse, avec ses témoignages et ses documents. Ces témoignages forment la seule et unique base qui justifie la consécration académique des efforts de Brassinne. Ils forment la seule raison valable pour ce que le professeur Stengers appela « la méthode novatrice de recherche historique » du candidat-docteur¹¹. Pourtant, le lecteur qui croit que

9. E. de Bellefroid. « Quand le sang de Lumumba gicle à la lumière du jour ». *I.L.B.* 22/05/1991.

10. J. Brassinne et J. Kestergat. *Qui a tué Patrice Lumumba ?*, pp. 208-209.

11. Cité dans F. Vandewalle. *Bulletin du Craoca*, n° 1, 1993, p. 24.

la thèse a dit le dernier mot sur la mort de Lumumba tombe dans le piège de ceux qui s'en sont servi pour mener à terme leur opération d'étouffement de l'affaire : ils brandissent ces louanges universitaires pour écarter chaque nouvelle initiative de recherche et pour mettre Bruxelles définitivement à l'abri de toute accusation. C'est pourquoi je réserve à cette thèse le traitement qu'elle mérite. Je la renverse et ne retiens que les faits et les témoignages rassemblés. J'examine la véracité des différents éléments, démunis des pseudo-analyses du lobby belgo-katangais d'antan et je les joins au matériel qui n'a pas été repris dans le doctorat. En premier lieu, il s'agit des Archives des Nations unies (New York) et des Archives du ministère des Affaires étrangères (Bruxelles). Ensuite, les sources d'information contenues dans les *Mille et quatre jours* (1974-1977), treize tomes, écrits par le colonel Frédéric Vandewalle, représentent une valeur incommensurable. L'auteur y fait la chronique du temps qu'il a passé au Congo pour le compte du gouvernement belge entre l'indépendance et la fin de la sécession katangaise. Les Papiers Frédéric Vandewalle qui comprennent ses archives forment une autre source de valeur. Enfin il y a le *Bulletin du Craoca* publié par le Cercle royal des anciens officiers des campagnes d'Afrique.

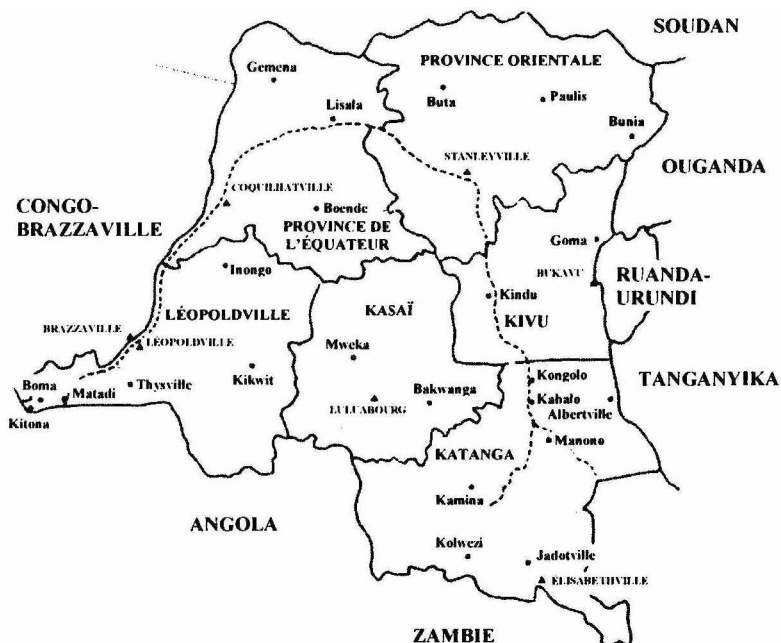
La conclusion de ces recherches est incontournable. L'assassinat de Lumumba et de ses compagnons n'est pas dû au poids irrationnel de la « tradition bantoue » telle qu'elle survivrait dans l'arrière-pays congolais, mais à une stratégie conçue dans les salons et les bureaux gouvernementaux « air-conditionnés » et dans les ambassades et consulats belges, concordant ainsi avec l'intérêt fondamental que Bruxelles avait à éliminer définitivement le Premier ministre congolais sur le plan politique.

J'aborde cette histoire avec quelques-unes des conclusions tirées de mon livre *Crisis in Kongo*. J'évoque les événements du mois de juillet 1960, commencés quelques jours à peine après l'indépendance du Congo, au moment où les stratèges des capitales occidentales tirent la conclusion que le Premier ministre congolais pourrait bien ruiner leurs perspectives d'avenir. Toute une série de mesures sont prises simultanément à New York, à Washington et à Bruxelles, officiellement dans le but de protéger la colonie blanche du pays. En réalité, tout un dispositif est mis en place qui doit

mener, coûte que coûte, à un seul objectif : renverser le premier gouvernement congolais et éliminer politiquement son dirigeant central. En fin de compte, non seulement la liquidation du gouvernement congolais, mais l'élimination physique de Patrice Lumumba lui-même s'est révélée nécessaire pour atteindre ce but.

LE CONGO EN 1960

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



LÉGENDE

PAYS

PROVINCE:

CAPITAL DE PROVINCE:

Ville

----- Chemin de fer

ÉQUIVALENCE DES NOMS

Congo 1960	/	Congo 1999
Albertville	=	Kalemie
Bakwanga	=	Mbuji-Mayi
Coquilhatville	=	Mbandaka
Élisabethville	=	Lubumbashi
Jadotville	=	Likasi
Katanga	=	Shaba
Léopoldville	=	Kinshasa
Luluaburg	=	Kananga
Paulis	=	Isiro
Stanleyville	=	Kisangani
Thysville	=	Mbanza-Ngungu

Qui est qui

La cour
Le roi Baudouin
Grand Maréchal de la Cour Gobert d'Aspremont Lynden

Le gouvernement belge
Le Premier ministre Gaston Eyskens
Le vice-Premier ministre Albert Lilar

Le ministre des Affaires africaines
Le comte Harold d'Aspremont Lynden

Bruxelles
Le major Jules Loos, conseiller militaire
Adjoints :
le capitaine-commandant Charles Magnette,
le capitaine-commandant Charles Van Overstraeten

Léopoldville
Le colonel Louis Marlière,
conseiller de Joseph Mobutu,
Georges Denis,
conseiller de Joseph Kasa Vubu,
André Lahaye,
conseiller de Victor Nendaka,
Jean Cordy,
conseiller de Justin Bomboko

Élisabethville
Bureau-conseil : le professeur René Clémens, le lieutenant-colonel André Grandjean, le colonel Frédéric Vandewalle, le lieutenant-colonel Jean-Marie Crèveœur, le major Guy Weber, le commandant Armand Verdickt, le capitaine-commandant René Smal

Secrétariat Bureau-conseil
Jacques Brassinne,
René Grosjean, Paul Évrard et André Devos

L'armée katangaise ou la Gendarmerie
Le colonel Frédéric Vandewalle
Le lieutenant-colonel Jean-Marie Crèveœur
Le chef d'état-major Paul Perrad

Services de police
Le commissaire Pius Sapwe
L'inspecteur-général Raphaël Mumba
Le commissaire en chef Gerard Soete

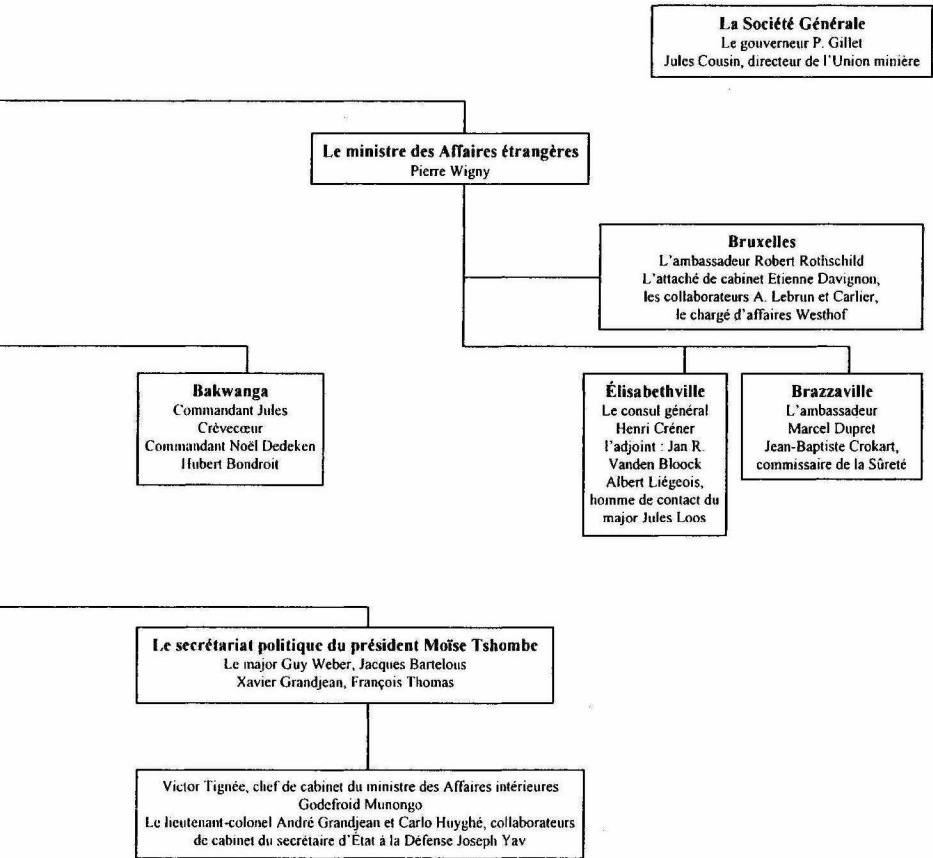
Police militaire d'Élisabethville
Le capitaine Julien Gat
Le lieutenant Gabriel Michels
Le major Norbert Muke Massaku

Le commissaire Frans Verscheure, conseiller de
Pius Spawe
Le commissaire Georges Segers

Le lieutenant Claude Grandelet, le lieutenant
Xavier Blistein, le brigadier François Son, le
sous-lieutenant Roger Léva, l'adjudant René
Rougefort, l'adjudant Sakela

Services de renseignements
Armand Joe Verdickt (G2 gendarmerie)
F. Renard (Sûreté Tshombe)

le 17 janvier 1961 ?



1

L'échafaud se prépare

Un « nègre » à la conquête du ciel (le 30 juin 1960)

Le 30 juin 1960, jour de l'indépendance du Congo, le Palais de la Nation à Léopoldville se remplit de personnalités congolaises et étrangères. L'imposant édifice situé au bord du fleuve Congo a été construit sous le règne du gouverneur général Pétillon. Selon les projets initiaux, le bâtiment allait servir de résidence aux membres de la famille royale pendant leurs voyages en Afrique et partiellement de résidence au gouverneur général lui-même. Toutefois, la décolonisation accélérée en a décidé autrement et, après quelques travaux d'adaptation, on peut y héberger récemment le parlement congolais. En guise de bienvenue, la statue de bronze de Léopold II, fondateur de l'État indépendant du Congo, trône toujours devant l'entrée du bâtiment, comme si rien n'allait changer après la transmission des pouvoirs. Non seulement les politiciens congolais tout récemment élus, parlementaires, sénateurs et ministres, se réunissent dans l'hémicycle, mais aussi la presse nationale et internationale et enfin tout le beau monde belge.

Au début, la cérémonie de la transmission solennelle de la souveraineté se déroule de façon satisfaisante pour Bruxelles. Le roi Baudouin trace dans un discours fortement teinté de paternalisme, une image élogieuse de la colonisation et un avenir néocolonial tout aussi prometteur. Le roi dit entre autres :

« L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie du Roi Léopold II ». Il ajoute :

« Ne compromettez pas l'avenir par des réformes hâtives, et ne remplacez pas les organismes que vous remet la Belgique, tant que vous n'êtes pas certains de pouvoir faire mieux. (...) N'ayez crainte de vous tourner vers nous. Nous sommes prêts à rester à vos côtés pour vous aider de nos conseils, pour former avec vous les techniciens et les fonctionnaires dont vous aurez besoin »¹.

Après le roi belge, c'est le tour de Joseph Kasa Vubu, le premier président congolais, de prendre la parole. Il tient un discours parfaitement insignifiant. Et ce faisant, il répond exactement à ce que les anciens maîtres attendent de la nouvelle élite africaine : ils seront ministres, conduiront des voitures de luxe et vivront dans de belles résidences, mais, dans les coulisses, les Européens continueront à tirer toutes les ficelles sans être contredits. L'image idyllique de l'époque coloniale évoquée par le roi contraste péniblement avec les souvenirs des méfaits coloniaux et les crimes qui restent gravés dans la mémoire collective des Africains. Mais qui, à Bruxelles, se soucie d'exprimer ces réflexions ? Durant des décennies, la loi du silence a été respectée autour des méfaits coloniaux. Le Congo était « L'empire du silence » (O.P. Gilbert) où le tabou de la répression coloniale est resté intact et l'indépendance ne va rien y changer.

Mais immédiatement après l'allocation du président congolais, Joseph Kasongo, le président de la Chambre des représentants, donne la parole au Premier ministre Lumumba. Baudouin et Eyskens tombent des nues : le programme ne prévoyait pas un troisième discours et les services d'Infor Congo ne leur ont pas transmis le projet de texte de Lumumba, qui a pourtant été distribué à la presse réunie. Mais c'est surtout le contenu de l'allocation qui les glace d'effroi. Le Premier ministre congolais ne s'adresse pas aux maîtres d'antan, mais aux « Congolais et

1. Discours Baudouin et Kasa Vubu, CRISP, *Congo 1960*, pp. 318-322 ; discours Lumumba, J. Van Lierde, *La pensée politique...*, pp. 197-201. Sur la journée du 30 juin, CRISP, *Congo 1960*, pp. 318-330, et J. Van Lierde, *Un insoumis*, pp. 7-11, 32-33.

Congolaises, combattants de l'indépendance aujourd'hui victorieux ». Du coup, les personnalités étrangères disparaissent du centre de l'attention politique et deviennent les spectateurs de la célébration d'un mouvement nationaliste et de ses premiers succès. C'est avec stupéfaction qu'ils entendent le dirigeant nationaliste s'adresser au peuple congolais et répondre au roi, entre-temps devenu complètement blême. S'adressant directement au peuple et parlant par-dessus le corps diplomatique réuni, il explique que l'octroi de l'indépendance n'est pas un cadeau généreux offert par Bruxelles, comme l'a prétendu le roi Baudouin. L'indépendance a été proclamée en accord avec la Belgique, mais

« nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang ».

Lumumba décrit alors ouvertement le système colonial que Baudouin a glorifié comme le chef-d'œuvre de son grand-oncle et le condamne comme « l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force ».

Lumumba continue ainsi :

« Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un Noir on disait "tu", non certes comme à un ami, mais parce que le "vous" honorable était réservé aux seuls Blancs ? Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient reconnaître que le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses ; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même. (...) Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus

se soumettre au régime d'une justice d'oppression et d'exploitation ? »

Lumumba ramène le rôle qu'a joué Bruxelles dans le processus de la décolonisation à de justes proportions : « La Belgique qui, comprenant enfin le sens de l'histoire, n'a pas essayé de s'opposer à notre indépendance ».

Le discours de Lumumba est interrompu huit fois par les applaudissements soutenus des Congolais présents et couronné par une véritable ovation. En un rien de temps, des milliers de personnes ayant suivi les festivités à la radio s'en vont raconter cette action d'éclat aux quatre coins du Congo. Lumumba s'est exprimé dans un langage que les Congolais tenaient pour impensable en présence d'un Européen. Ces quelques minutes de vérité sont une récompense pour quatre-vingts années de domination. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un Congolais s'adresse à la nation et met en branle la reconstruction de l'histoire congolaise. Par cette action, il renforce le sens de la dignité et de la confiance en soi des Congolais. Les représentants du colonialisme défunt sont stupéfaits. Bruxelles se voit confronté à la révolution anticoloniale qu'elle déteste tant. En présence des Européens, l'entreprise coloniale, tant louée par le roi, est dépeinte comme un esclavage humiliant ! Et tout ça, c'est le travail de Patrice Lumumba, l'homme qui, il y a à peine quelques semaines, après sa victoire électorale, a été décrit dans les commentaires de la presse belge comme un voleur illettré, un parvenu, un nègre hissé vers le sommet !

Le colonel Frédéric Vandewalle, qui se tient à l'arrière de la salle parmi les Congolais de deuxième rang, écoute attentivement le discours de Lumumba. Il se tient debout, après avoir cédé sa place à Pétillon, ancien gouverneur général et ex-ministre des Colonies, que le protocole a oublié. Le colonel, âgé de 48 ans, est le chef de la Sûreté coloniale, qui, depuis le 30 juin 1960, est rebaptisée Sûreté congolaise. Il est vêtu pour l'occasion d'une tenue civile, « car le temps des uniformes et des broderies rutilantes lui paraissait révolu ». Le colonel suit avec méfiance la consécration de la démocratie instaurée par de « généreux utopistes ». Selon lui, Bruxelles n'a lié « aucune restriction » à la

transmission du pouvoir. L'allocution non annoncée de Lumumba n'est pas de nature à bien le disposer, quoiqu'il ait l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que son contenu correspond à ce que les Africains attendent de leurs dirigeants :

« Cette manifestation de défoulement, incongrue et offensante pour les Belges, était vengeresse pour beaucoup de Congolais. Elle connut un franc succès parmi ceux qui assistaient à la cérémonie sans y avoir été invités. Leurs applaudissements éveillèrent des échos dans la foule dehors »².

Malgré son colonialisme pur sang, Vandewalle est un fin observateur. Dans ses *Mille et quatre jours*, il décrit comment la masse congolaise veut concrétiser l'indépendance et la voir matérialisée en embauches, promotions et hausses de salaires :

« Au cours de la parade martiale [après la cérémonie au Palais de la Nation], la foule africaine, pour un observateur plus attentif, applaudit surtout les Noirs porteurs de l'étoile d'argent des adjudants. Elle consacrait la première brèche dans la barrière opposée par la tradition militaire du Congo, à une africanisation des cadres, peu raisonnable encore selon les critères belges, mais souhaitée par la plupart des Congolais »³.

Qui est cet homme qui jouera un rôle éminent dans la gestion de la crise congolaise ? Tout d'abord, Vandewalle donne l'impression d'être un homme discret. Il ne sent nullement le besoin de se profiler au premier plan. Son passage à la Sûreté lui a donné le goût de travailler sans trop de gestes, « entre la tapisserie et le mur », comme le décrit un compagnon de combat. Mais derrière cette façade de grisaille et de bureaucratie se cache un homme doté d'une forte personnalité le rendant parfaitement qualifié pour son rôle d'*éminence grise*. Guy Weber, qui l'a vu au travail au Katanga durant la première moitié de 1961, le qualifie de « diaboliquement intelligent » et affirme qu'il impressionne Tshombe et son

2. F. Vandewalle, *Mille...*, Fasc. n° 1, pp. 1-2.

3. *Ibidem*, p. 3.

entourage. Le ton de ses *Mille et quatre jours* est intelligent et sobre sans pour autant cacher son engagement.

Vandewalle est tout aussi raciste que les autres coloniaux et un adversaire implacable des nationalistes congolais. Mais cela ne l'empêche pas de se distancier des mensonges primaires et des demi-vérités que ses compagnons utilisent dans leur campagne contre Lumumba. C'est ainsi qu'il rejettera la théorie du complot du gouvernement Eyskens, accusant Lumumba d'utiliser la rébellion des soldats de juillet 1960 comme prétexte pour renvoyer tous les Belges : « Aucune preuve d'un quelconque complot n'a jamais été fournie. (...) M. Eyskens [suivait] le chemin des machinations, aidé en cela par les services de renseignements du colonel BEM Margot »⁴.

Mille et quatre jours est une des œuvres de référence rares sur l'histoire récente du Congo. Vandewalle y démontre une vision stratégique, l'expérience du terrain et une grande franchise sur les machinations néocoloniales. Il y a une raison à cette franchise. Au début des années 70, l'époque où Vandewalle travaille à son livre, la victoire néocoloniale en Afrique centrale paraît absolue. Mobutu est solidement installé au pouvoir et le nationalisme congolais semble complètement éradiqué. Dans ces conditions, l'auteur se croit en droit d'étoffer sa carrière africaine avec des documents et des pensées tenant de l'assurance voire de l'arrogance du vainqueur.

Lorsque, peu après l'indépendance, la crise congolaise éclate et que le colonel Vandewalle est rappelé à Bruxelles, on pourrait croire un moment que sa carrière sous les tropiques prend fin. Mais le colonel réapparaîtra en scène et marquera les événements de son empreinte rigoureuse. Bruxelles utilisera tous les moyens dont elle dispose pour éliminer le *nègre* qui a osé conquérir le ciel : à la lumière de cet objectif, l'intelligence et l'expérience de l'ex-chef de la Sûreté coloniale vont rendre d'excellents services...

4. E. Grailly, in A. Closset, *Les Compagnons...*, pp. 22-23 ; G. Weber, *Comme...*, p. 112 ; F. Vandewalle, *Mille...*, Fasc. n° 1, p. 98.

Les troupes belges et les casques bleus à l'aide de Tshombe (juillet-août 1960)

L'année 1960 vaut à Patrice Emery Lumumba, alors âgé de 35 ans, de grands succès politiques, mais aussi de terribles défaites. A la nouvelle année, le leader du Mouvement national congolais dépérit toujours dans une prison de Jadotville au Congo belge ; en mai 1960 il gagne les élections et devient le mois suivant Premier ministre congolais ; fin 1960 il se retrouve en prison, dans ce qui va devenir sa cellule de mort. Au début du mois de novembre 1959, le dirigeant congolais a été emprisonné : à Stanleyville, son fief politique, des rassemblements de masse anticoloniaux ont fini en confrontations sanglantes avec les forces de l'ordre. Mais incarcérer Lumumba à ce moment-là ne signifie pas plus qu'un combat d'arrière-garde, qu'un acte de désespoir posé par un régime colonial moribond.

Alors que l'incarcération de Lumumba lui procure un grand prestige auprès de larges couches de la population congolaise, Bruxelles opère un revirement politique. Conscient de l'ascension irrésistible du mouvement anticolonial, le gouvernement belge, la cour et les trusts coloniaux optent pour une décolonisation accélérée. De cette manière, Bruxelles tentera de parer la radicalisation des masses congolaises et le prestige grandissant des dirigeants nationalistes. Les mandataires du pouvoir colonial comptent bien garder le contrôle dans les coulisses, une fois le pouvoir politique remis dans les mains de politiciens congolais inexpérimentés. En janvier 1960, le gouvernement de Gaston Eyskens, une coalition de démocrates chrétiens et de libéraux, plie devant le mouvement anticolonial et fixe au 30 juin l'octroi de l'indépendance du Congo.

Mais le résultat des élections de mai 1960 surprend Bruxelles. Des nationalistes radicaux comme Lumumba, Gbenye, Gizenga, Kashamura et Mulele ont gagné le pari électoral. Le gouvernement belge ne peut empêcher la nomination de Patrice Lumumba comme Premier ministre. Joseph Kasa Vubu, vétéran du nationalisme congolais, reçoit la fonction plutôt protocolaire de président. Le premier gouvernement congolais constitue le couronnement au

travail du mouvement nationaliste, qui, en dix-huit mois à peine, a anéanti tous les obstacles coloniaux. Le gouvernement Lumumba se propose de revendiquer d'emblée son droit à l'indépendance. Lumumba s'est engagé à combattre tous les vestiges du colonialisme et toutes les formes de néocolonialisme ; il veut convaincre les peuples congolais de construire une nation unifiée dans un État de droit démocratique. Il présente ce programme national-démocratique comme un projet mobilisateur, comme une invitation aux masses congolaises de prendre la barre politique en mains propres. Ce projet va à l'encontre des aspirations des trusts coloniaux, des missions et de la bureaucratie coloniale fraîchement transmise au jeune État. Ces piliers coloniaux comptent bien garder leurs positions privilégiées dans un Congo indépendant, ne serait-ce qu'à partir d'une façade africaine.

Seul le Katanga, la province du cuivre et le fief de l'Union minière, vaut un succès à Bruxelles. Lorsqu'à la mi-juin 1960, à peine quelques semaines avant l'indépendance, la formation d'un gouvernement Lumumba apparaît inévitable, le parlement belge modifie unilatéralement la constitution congolaise provisoire, la Loi fondamentale. Celle-ci prévoit initialement que les gouvernements provinciaux seront formés sur une base proportionnelle. Moïse Tshombe, un dirigeant katangais, et la colonie belge qui l'a poussé en avant comme son homme de paille, ne parviennent pas à former un gouvernement provincial, du fait que les nationalistes mettent en cause le résultat des élections. Mais Bruxelles ne tient pas compte de ces protestations et abolit tout simplement la condition de la proportionnalité. Du coup, Tshombe a la voie libre pour former un gouvernement provincial homogène. Le professeur Van Bilsen parle « d'un coup d'État légal ». Au cours d'un débat au parlement belge préalable au vote, Moulin, un député du parti communiste, émet cette parole prophétique :

« On nous propose de légiférer sous la menace d'un parti [de Tshombe] qui se déclare prêt à se séparer du Congo. (...) Nous n'avons aucune garantie que ceux qui menacent de passer à un

séparatisme immédiat ne le feraient pas demain avec l'aide légale que nous leur aurions donnée »⁵.

Le discours de Lumumba, lors des cérémonies de l'indépendance, confirme avec éclat que le nouveau gouvernement prend au sérieux son droit à l'indépendance. Au cours de son allocution, il prévient que la fin du colonialisme ne signifie nullement la fin du combat : « Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants. Nous allons revoir toutes les lois d'autrefois et en faire de nouvelles, qui seront justes et nobles ». Cet engagement envers le peuple congolais, qui a été dépossédé de millions d'hectares de terre sous l'administration coloniale, illustre le dessein de Lumumba de rejeter complètement la chappe de plomb de l'héritage colonial et de combattre la récupération néocoloniale du pays. Il devient clair que le discours nationaliste signifie bien plus qu'une simple rhétorique électorale : il va devenir le fil conducteur de sa politique.

L'atout majeur de Bruxelles destiné à contrôler le gouvernement de Lumumba est le corps d'officiers belges de l'armée congolaise. Ce corps est l'héritage de l'armée coloniale, la Force publique. Il a développé une mentalité de caste extrêmement conservatrice, en concordance totale avec sa raison d'être la plus importante : non pas la défense du territoire contre un éventuel agresseur venant de l'extérieur, mais la répression de l'ennemi intérieur. La Force publique a été constituée en 1886 comme armée de conquérants, sous prétexte de lutter contre l'esclavagisme et les guerres tribales. En réalité elle devait procurer à Léopold II une colonie au cœur de l'Afrique. Une fois le terrain conquis, la Force publique est devenue une force d'occupation dont la tâche essentielle consistait à soumettre le peuple congolais.

Le 5 juillet 1960, le général Janssens, le commandant en chef réactionnaire de cette armée, a fait savoir unilatéralement aux soldats congolais qu'il ne peut être question d'une africanisation de l'armée. Il écrit au tableau la provocation suivante : « Avant

5. J. Van Bilsen. *Congo 1945-1965*, p. 220 ; G. Moulin (PCB), Chambre des représentants, 15/6/60 : voir sur cette menace message 45 de Ganshof à De Schryver, 13/6/60, et message 26114 de Schöller à De Schryver, 14/6/60, Archives Affaires étrangères.